

Contribution à l'élaboration d'un programme d'urgence économique et écologique face à la crise

Par Bernard Rioux

Mise au jeu

Nous ne vivons pas une crise conjoncturelle, mais une crise structurelle du capitalisme qui arrive de plus de plus en plus difficilement à répondre aux besoins sociaux et dont la logique conduit à des catastrophes écologiques. Entre-temps, les plans de sauvegarde aux États-Unis comme ailleurs, et qui visent à protéger la rentabilité des banques et des grandes entreprises, vont entraîner de longues et douloureuses années de crises et de restructurations et cela d'autant plus que la crise touche le centre du capitalisme mondial, les États-Unis. Au Canada, les politiques antisociales et militaristes du gouvernement Harper détournent la richesse sociale vers les industries militaires, l'exploitation des sables bitumineux tout en contribuant à la concentration des richesses dans les mains d'une petite minorité en accordant des baisses d'impôt substantielles aux mieux nantis. Au Québec, ces choix ont été ouvertement contestés, parfois par la majorité de la population. Mais nombre de pouvoirs nous échappent et cela empêche la reprise en mains de la majorité sur les grands choix économiques. Aujourd'hui les luttes pour un Québec écologiste et pour un Québec indépendant se mènent conjointement.

La crise actuelle par sa profondeur, par les répercussions sur les conditions d'existence des travailleurs et des travailleuses, par l'ampleur et la radicalité des demandes patronales ne peut être affrontée en ordre dispersé. Élaborer un programme d'urgence pour faire face à la crise, c'est définir des revendications et des moyens d'action permettant de réunir toutes les forces qui devront être mobilisées pour construire la résistance. Pour esquisser un programme d'urgence, il faut donc chercher à détecter dans les luttes actuelles, dans le « mouvement réel », les lignes d'une volonté solidaire de défense qui s'exprime déjà ici et maintenant les axes de la résistance populaire.

Aujourd'hui, cette volonté solidaire se manifeste dans la volonté de défendre les services publics, dans la volonté de protéger notre environnement, dans la volonté d'imposer ce qui est le bien commun contre la logique concurrentielle de la propriété privée et du calcul égoïste. Élaborer un programme d'urgence, c'est chercher à traduire ces volontés en cibles précises et en plan d'action concret. Déterminer le contenu d'un programme alternatif « crédible » n'est pas d'abord une question pouvant être tranchée par une analyse économique plus ou moins fine. Il ne s'agit pas ici d'une question technique. Il s'agit de considérer le niveau de conflictualité sociale possible et nécessaire — les rapports de force qui peuvent être construits — pour imposer des revendications sociales à des classes qui défendent des intérêts sociaux opposés¹.

La stratégie de concertation sociale n'est pas viable !

La première démarche nécessite la critique des propositions visant à construire une alliance avec les classes dominantes. Enfermé dans la concertation sociale et dans le syndicalisme d'investissement, le discours syndical dominant reste celui de la défense du caractère concurrentiel des entreprises et de la mobilisation par les organisations ouvrières du capital de risque pour supporter les entreprises

¹ Michel, Husson, Un pur capitalisme, particulièrement les chapitres 11 et 12, 2008, Éditions Page deux.

en difficultés. La défense du maintien de la rentabilité des entreprises conduit, dans la conjoncture actuelle, les entreprises à demander des concessions substantielles aux travailleuses et aux travailleurs, tant au niveau salarial qu'au niveau des conditions de travail et des assurances de toute sorte. Les syndicats de l'automobile en Amérique du Nord (TUA et TCA) doivent aujourd'hui se prêter à ce terrible exercice où l'organisation syndicale doit devenir l'outil de négociations de concessions qui n'en finissent plus de s'empiler. Sam Gindin explique bien où conduit la logique des concessions : « *Le pire pour les travailleurs, c'est que cet engagement dans les concessions n'est pas un recul temporaire ; c'est une défaite à long terme ; dans la mesure où les reculs influencent les attentes, minent les « bonnes raisons » de se syndiquer et évidemment la confiance dans l'action collective. Avec leurs organisations, ils s'affaiblissent et s'acheminent vers un avenir incertain.* » 2

Pour toutes ces raisons, et parce que le débat est centré sur les travailleurs qui seraient « le problème », les solutions qui pourraient préserver des emplois ne sont ni élaborées ni mises de l'avant. Les concessions syndicales sont donc une route sans issue. Cette stratégie de concertation ne peut, dans le contexte actuel, que préparer une spirale de concessions de la part des travailleuses et des travailleurs. Il s'agit essentiellement de négocier le moins pire, pour éviter le pire, tout en rejetant sans discussion une politique une claire confrontation. Cette stratégie est de plus en plus illusoire, car le niveau de mobilisation et de détermination sociale nécessaire pour imposer aujourd'hui la moindre réforme s'est considérablement élevé. Penser imposer, à froid, à un patronat aux abois la moindre concession, c'est se bercer d'illusions et accepter d'accompagner les syndiqué-e-s dans les reculs qui leurs sont imposés au lieu de tenter d'organiser une riposte qui pourrait être victorieuse.

Pour éviter de porter toutes les conséquences de la crise actuelle, il faut s'opposer frontalement au pouvoir absolu du marché, à la course effrénée aux profits, au droit de propriété sans frein des grandes entreprises, à l'extension de la privatisation des services publics et à la concurrence de tous contre tous, à la libre spéculation du capital financier, à la concentration des richesses chez les plus riches des classes dominantes. C'est pourquoi, on doit retrouver au centre d'un programme d'urgence : un nouveau partage des richesses, une réorganisation de la production selon dans des nécessités écologistes d'une part et la rupture avec les contraintes imposées par le fédéralisme canadien. Il faut également en finir avec le fédéralisme canadien qui nous exproprie d'instruments essentiels pour faire face à la crise : retrouver nos impôts, prendre le contrôle les sommes nécessaires à des investissements publics permettant de satisfaire aux besoins sociaux et viser une réappropriation publique et démocratique de nos ressources naturelles.

Un tel programme d'urgence ne doit pas se limiter au cadre d'un néo keynésianisme qui ne viserait qu'à agir au niveau de la croissance de la demande solvable dans la volonté de relancer la croissance. Si la remise en question de la répartition de la richesse est essentiel, « la mise en œuvre d'un programme néo-keynésien supposerait un haut niveau de conflictualité sociale, capable de briser le mur des intérêts d'un bloc social composé de toutes les couches et catégorie sociales qui ont été bénéficiaires de la déformation du « partage de la valeur ajoutée » réalisée couvert et par l'intermédiaire des politiques néolibérales. » 3 Et plus essentiellement encore, la relance keynésienne de la croissance « *viendrait se heurter aujourd'hui à l'hypothèque de la crise écologique... Il est tout simplement devenu impossible de relancer l'accumulation du capital, donc sa reproduction à l'échelle élargie, selon une logique productiviste de même nature (forme et contenu) que celle que le keynésianisme a promu durant les Trentes Glorieuses.* » 4 La logique de la recherche du profit à court terme et de la concurrence de capitaux individuels se heurte donc à une reprise keynésienne à prétention écologiste. C'est pourquoi les propositions d'un

² Sam Gindin, <http://www.socialistproject.ca/bullet/> Publié par The Bullet, produit par The Socialist Project. Traduction : Alexandra Cyr.

³ Alain Bihr, À la croisée des chemins, les contradictions se manifestent, site : À l'encontre, <http://www.alencontre.org/>.

⁴ Idem.

programme d'urgence ne peuvent se limiter à un cadre keynésien et doit jeter les prémisses d'un contrôle démocratique et écologique de la production s'il veut tracer la voie d'une véritable sortie de crise.

Pour un programme d'urgence

Voici quelques éléments qui pourraient se retrouver dans un programme d'urgence porté par le mouvement social et la gauche.

Redistribuer la richesse en direction de la majorité populaire

Une des principales causes de cette crise réside dans les reculs du pouvoir d'achat du salaire qui perdure depuis deux décennies⁵, alors que les profits ont connu une croissance importante. Un changement significatif dans la répartition des revenus est la condition nécessaire d'un programme de gauche dont les principaux objectifs serviraient la revalorisation des salaires, la création d'emplois par réduction du temps de travail et le rehaussement de l'aide sociale, de l'élargissement de l'accès aux prestations de chômage, la hausse des revenus des retraité-e-s. Voici quelques mesures concrètes et immédiates à envisager :

Augmenter le revenu salarial global en élargissant les services publics. Plutôt que de relancer la consommation de marchandises prioritairement, investir pour la revalorisation d'un revenu salarial global orienté vers les services socialement et personnellement utiles ainsi qu'écologiquement favorables. La détermination du choix de telles mesures passe par une réflexion citoyenne concernant les grands axes à promouvoir dans la transformation des modes de vie, afin d'élaborer un vaste chantier d'infrastructures sociales. Dans cette optique, la redistribution de la richesse se fera par le développement de zones et de domaines de gratuité permettant d'élargir la part du salaire social dans le revenu global des salariés. Deux mesures immédiates sont envisageables :

- Relever le niveau des prestations d'assurance-chômage de 55 % à 70 %. Également, imposer une norme unique d'admissibilité de 210 heures plutôt que les normes actuelles de 420 à 910 heures, abolir le délai de carence et des exclusions pour départ « volontaire » ou inconduite (qui font que des milliers de citoyens et des citoyennes se retrouvent devant le chantage à l'emploi, des diminutions des conditions de travail, le harcèlement, etc.).
- Remettre en question le régime de retraite capitalisé qui est soumis aux aléas des marchés financiers et ouvrir le débat sur l'implantation d'un régime par répartition comme le régime de Pension de la sécurité de la vieillesse au Canada. Les systèmes de retraites par capitalisation n'engendrent aucune valeur supplémentaire et ils soumettent les retraites aux règles de la finance et à la spéculation comme on l'a vu avec la crise à la Caisse de dépôt et de placement. Plus immédiatement, il faut fixer l'âge du départ volontaire à la retraite à temps plein à 60 ans, exiger qu'aucune pension ne soit inférieure au salaire minimum et exiger qu'on mette fin à toutes les pressions visant à augmenter l'âge de la retraite.

⁵ Nous parlons ici du salaire global qui comprend temps le salaire direct que le salaire social, soit les prestations sociales et les effets distributifs des services publics aux personnes au chômage ou retraitées.

Augmenter le salaire direct. La redistribution de revenus doit être imposée pour revaloriser les salaires directs et faire de l'État le garant de la redistribution des revenus vers la majorité salariée de la population. Alors que des milliards sont accordés au secteur financier, utilisons la richesse sociale pour permettre à chacun de vivre dignement. Ce qu'il faut est donc un relèvement immédiat du salaire minimum (pour qu'il soit équivalent au seuil de faible revenu -soit 10,20 \$/heure- indexé au coût de la vie).⁶ À un autre niveau, il faut relancer la bataille pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Réformer radicalement la fiscalité pour contribuer à redistribuer la richesse. Selon le Secrétariat intersyndical des services publics, « des milliards de dollars en impôts disparaissent chaque année dans des paradis fiscaux, au lieu d'être réinvestis dans le maintien et l'amélioration des services à la population. La structure du système des impôts devrait être réorganisée pour favoriser la redistribution des revenus. Par exemple, un impôt de crise sur les grandes fortunes, une majoration l'impôt sur le revenu et sur le capital, une imposition des gains de capitaux des particuliers (les dividendes), une baisse significative des taxes sur les produits et services de première nécessité, l'interdiction aux entreprises de posséder des actifs dans les paradis fiscaux⁷.

Remise en cause de l'arbitraire patronal sur l'emploi et baisse des heures de travail

Le problème de l'emploi est déjà majeur. Le pouvoir patronal sur l'embauche et les licenciements est aujourd'hui absolu. Chaque jour, des entreprises rentables annoncent à la fois des profits et des mises à pied. Comme la remontée du chômage risque d'être très importante dans les prochaines années, ce pouvoir patronal sur l'embauche et les licenciements est à remettre en cause par :

- L'instauration légale d'un droit de veto des employé-e-s sur les licenciements dans une entreprise rentable ou subventionnée par les gouvernements. Pour opérationnaliser cette interdiction, in fait imposer l'ouverture des livres de comptes des entreprises et la levée du secret commercial.
- La baisse de la durée des heures de travail à 32 heures sans baisse de salaire, avec embauche compensatoire et interdiction de l'intensification du travail et des heures supplémentaires. Il s'agit aussi d'une revendication visant à travailler moins pour vivre mieux, en nous faisant sortir d'une logique productiviste toujours à courte vue.
- Des mesures pour dépasser de la précarité du travail qui touche particulièrement les femmes.
- L'augmentation des vacances à un mois dès la première année de service.

Stopper la privatisation et développer les services publics

Si on ne veut pas que la majorité de la population paie cette crise, il faut s'opposer à la tarification des services publics comme le proposent les gouvernements actuellement. Il faut non

⁶ L'indice CGT de l'inflation réelle, par exemple, est construit sur la base de la structure réelle de consommation des ménages français, telle qu'analysée par l'INSEE. Voir : http://www.filpac-cgt.fr/IMG/pdf/indice_inflation_FILPAC_aout_2008.pdf

⁷ Voir l'ensemble des revendications élaborées par ATTAC et décrite de façon détaillée dans la brochure « Paradis fiscaux et judiciaires, cessons le scandale », broch_pfi_28302007.

seulement en finir avec la privatisation de ces services, mais élargir les sphères des services gratuits. Ce qui veut dire :

La défense de l'école publique : **L'instauration la gratuité à tous les niveaux du système d'éducation** et l'annulation des frais afférents dans les écoles, collèges et universités.⁸ Ce qui avec la fin du financement public des écoles privées et la défense de l'école laïque

La défense et l'élargissement du système public de santé : En clair, la généralisation de l'accès gratuit aux services de santé, la gratuité des médicaments prescrits par les médecins, la fin du financement de la médecine en cliniques privée, la mise en place d'un pôle public des médicaments pour la production et la diffusion des médicaments⁹, le rapatriement des personnels et des équipements de santé vers le secteur public, la socialisation des résidences pour personnes âgées et l'instauration de mécanismes de cogestion des aînés avec les personnels de ces établissements publics afin d'opposer le bien-vivre.

Un vaste programme de construction de logements sociaux. Il faut sortir le logement social de la logique de marché et préconiser le droit au logement. Un vaste programme de construction de 50 000 logements sociaux devra s'accompagner du gel des prix des loyers pour une période indéterminée.¹⁰

Développer de vastes chantiers publics pour faire face à la crise écologique

Il faut sortir de la sphère privée les activités décisives du double point de vue du sauvetage du climat et de la satisfaction des besoins humains fondamentaux.¹¹ Définir une politique de sortie de crise marquée par l'écologie, c'est définir une manière d'habiter la nature, de produire, de se déplacer et de décider collectivement. Des transformations sont nécessaires pour que l'écologie conduise à repenser la vie économique et en faire son point de départ. Un plan d'urgence viserait à contrer la crise par le développement de la sphère non-marchande de l'économie de la manière suivante :

Se réappropriier les entreprises de transport et en faire un bien public : Pour en finir avec des agglomérations saturées et des temps de transport domicile-travail trop longs, il faut impulser une politique volontariste de transports publics, rénover et bâtir un réseau performant de transports collectifs dans lesquels on ne soit plus obligé de s'entasser. **La crise de l'industrie automobile est le symbole de la vieille économie marquée par le gaspillage, la pollution, l'épuisement des ressources, la destruction de l'environnement et la surconsommation. Au Québec, où l'industrie automobile a déjà été en partie détruite par la concurrence capitaliste, il devient nécessaire de repenser l'ensemble du système de transport. L'État du Québec pourrait faire**

⁸ Alors que les frais de scolarité ont augmenté de façon drastique dans certains pays au cours de la dernière décennie, d'autres ont plutôt choisi d'aller à contre-courant et de maintenir voire d'instaurer la gratuité scolaire. Ces pays ne sont d'ailleurs pas que quelques exceptions puisque nous en avons déjà répertorié une bonne vingtaine. (Mémoire de l'ASSÉ, Mémoire sur la gratuité scolaire, janvier 2007)

⁹ La plate-forme de Québec solidaire décrit ainsi cette revendication : *la création de Pharma-Québec, un pôle public d'acquisition, de recherche et de production de produits pharmaceutiques dans le but de freiner la croissance des coûts en santé, d'enrichir les capacités scientifiques du Québec et d'innover dans le domaine du médicament ainsi que dans le domaine de la médecine naturelle par la recherche, la distribution et la réglementation.* Les engagements électoraux de Québec solidaire, 2008.

¹⁰ Voir le document du FRAPRU : **Le logement, d'une crise à l'autre.** <http://www.frapru.qc.ca/Docs/BilanConj.pdf>

¹¹ Daniel Tanuro, **Alternative sociale et contrainte écologique**, Contribution présentée dans le cadre de la journée de réflexion de l'Interrégionale wallonne de la Fédération générale du travail de Belgique. FGTB, Namur, 15 décembre 2008), in http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=12340

des pas dans cette direction, par l'appropriation publique des entreprises de production de matériel de transport public (autobus, trains, chantiers maritimes, avionneries) qui ont été déjà massivement subventionnées par le public, et l'introduction de la gratuité dans le transport public des personnes dans les municipalités.

Les énergies renouvelables au centre de notre politique énergétique : L'État québécois peut devenir le maître d'œuvre d'une vaste transformation du secteur énergétique. L'économie devient ainsi orientée par l'écologie où les valeurs d'usage des biens et des services deviennent des secteurs industriels définis par les besoins de construction d'un cadre de vie sain et humain. Concrètement, il faut :

- Construire un pôle public de production des énergies propres autour d'Hydro-Québec.
- Créer une société publique (Énergie Québec) pour développer les énergies propres (solaire, biomasse...)
- Nationaliser l'industrie éolienne autour d'Énergie-Québec en collaboration avec les groupes citoyens en région autour d'initiatives coopératives, ce qui nécessite une décentralisation des pouvoirs de décision vers les régions.
- Mettre sur pied un vaste chantier sur l'efficacité énergétique et revendiquer la création d'une entreprise publique dans le domaine de l'isolation et de la rénovation énergétique des bâtiments.

Les ressources naturelles (eau, bois et mines) sont un bien commun de la société et ne peuvent donc être laissée aux mains du privé. Historiquement, au Québec, c'est l'État qui a assumé les coûts du développement forestier, en donnant la forêt aux industriels et en prélevant peu de redevances. Si l'aide de l'État et la concurrence internationale leur permettent, les compagnies forestières vont continuer à engranger les profits sans se préoccuper de l'épuisement de la ressource. Certes, la crise est bien réelle, mais les compagnies s'en servent comme prétexte pour fermer les usines. Pour rompre avec cette logique, tout doit changer. C'est le temps que les initiatives des travailleuses reçoivent le soutien nécessaire. Ce qui veut dire :

- Exproprier les grandes forestières
- Confier aux travailleuses et travailleuses de ces régions le contrôle de l'exploitation forestière. Tout doit appartenir à ceux et celles qui vivent en ces régions.

Pour une agriculture centrée sur la souveraineté alimentaire : Au Québec, l'hégémonie d'une agro-industrie centrée sur l'exportation a contribué à appauvrir les sols, à concentrer la propriété terrienne et à multiplier les problèmes environnementaux. Concrètement, il faut promouvoir une politique de souveraineté alimentaire pour renforcer la cohésion du milieu rural, faire nos propres choix en matière d'alimentation et d'agriculture et réaliser nos objectifs sociaux et écologiques. Et appuyer une agriculture verte, locale, biologique et du terroir afin de réduire notre dépendance à l'importation et à la monoculture et à l'élevage industriel.

Se donner les moyens financiers de nos projets

La constitution d'un pôle public de crédit est nécessaire. Ce qui veut dire interdire des financements des déficits et faillites bancaires, et imposer la création d'un système bancaire et financier public unifié sous un contrôle public et populaire ! Comment faire cela ?

- Placer sous le contrôle citoyen les mouvements de capitaux et interdire la titrisation et les marchés de produits dérivés.
- Placer la Caisse des dépôts sous le contrôle démocratique des représentants des travailleurs et des travailleuses, des déposants et des représentant-e-s élu-e-s de l'État et modifier son mandat pour qu'elle investisse dans des entreprises écologiques et socialement responsables au Québec.
- Nationaliser des banques sur une base permanente, sans indemnité ni rachat. Les banques nationalisées doivent devenir un service public et fournir des fonds publics à une politique d'investissement au service de l'emploi, du logement social, des services publics, des projets écologiques et garantir un accès au crédit à taux favorable pour les particuliers. Cette appropriation pour dépasser la logique des nationalisations technocratiques doit être placée sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.

La lutte contre la crise, c'est la lutte contre l'État canadien

L'État canadien est plus que jamais le bouclier du conservatisme économique et social. Il est l'artisan d'une politique militariste avec laquelle notre statut de minorité perpétuelle nous empêche de rompre concrètement. Il légitime un productivisme destructeur de l'environnement. Pour faire face à la crise, le gouvernement fédéral centralise l'État et choisit les secteurs économiques qu'il soutient et ceux qu'il laisse dépérir au gré de ces intérêts les plus immédiats. L'abandon de l'industrie de la forêt est tout à fait éloquent à cet égard. Les politiques culturelles sont centrées sur la promotion de l'unité canadienne. Aussi, le projet social et le projet national du peuple du Québec sont deux réalités étroitement liées. Et cela d'autant plus que pour réaliser ses aspirations sociales, il faudra que soient érigées des institutions faisant une place véritable à une authentique démocratie citoyenne et sociale. Pourtant, il ne s'agit pas de faire de l'indépendance la précondition de la réalisation d'un programme d'urgence contre la crise. Au contraire, c'est dans la lutte même pour ses revendications que le mouvement social au Québec se heurtera aux limites imposées par le fédéralisme canadien et créer les brèches contre la domination du fédéral sur la société québécoise. C'est dans la lutte pied-à-pied contre le capitalisme libéralisé que la domination fédérale sera remise en question avec le plus de détermination et de constance. Car pour s'approprier collectivement le pouvoir économique et politique sur notre destin ne peut se faire sans battre en brèche le fonctionnement et les limites imposées par la constitution canadienne.

Pour permettre au peuple du Québec d'exercer le pouvoir sur l'élaboration de ses décisions collectives, il faudra réaliser des réformes radicales des institutions politiques, réformes bloquées dans le cadre de l'État canadien. Une démarche de libération sociale et nationale qui tente d'attacher ensemble tous les dimensions de ce combat libérateur se doit d'expliquer que le combat national et démocratique est partie prenante du projet de transformation sociale nécessaire si nous ne voulons pas que le peuple paye les coûts de la crise du capitalisme. La lutte nationale contre le capitalisme néolibéral et la lutte nationale pour redéfinir les institutions politiques du Québec sur une base d'indépendance peuvent être étroitement tissées. Comme le démontrent le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie, le changement des institutions politiques par la mise en place d'une Assemblée constituante est un moment fort de la mobilisation des mouvements sociaux et de l'ensemble de la population afin de changer les règles fondamentales de la société sur tous les terrains y compris économique. C'est pourquoi la perspective d'une Assemblée constituante du Québec pourrait être

un point d'aboutissement des combats d'un front de résistance des forces syndicales, populaires et féministes qui refusent de faire les frais de la crise actuelle.

Pour conclure

Il ne s'agit pas de sortir le capitalisme de la crise, mais de sortir du capitalisme en crise. Si sa légitimité est sérieusement remise en question par des secteurs non négligeables de la population, la possibilité et les voies de ce dépassement font encore face à beaucoup de scepticisme. Plus encore, l'accumulation et la concentration des forces sociales qui pourront être le sujet de ce projet sont encore à rassembler. Pourtant, nous n'avons guère le choix de relever ce défi. Face à la crise, un plan de résistance doit être élaboré collectivement par les mouvements sociaux et la gauche politique. Ce n'est pas une tâche pour demain. C'est maintenant qu'il faut s'y attaquer. C'est maintenant qu'il faut ouvrir un large débat pour comprendre et agir ensemble !

Bernard Rioux est ...